

Faut-il tuer l'exploitation agricole familiale et sacrifier le monde rural et l'écologie aux financiers ?

La Bretagne est classée première région agricole de France. Les productions sont diverses mais le lait et la viande viennent au premier rang. Et, ceux qui assurent ces productions sont organisés soit en exploitations familiales simples, soit en Groupements Agricoles d'exploitation en Commun (GAEC) qui réunit plusieurs familles. Il est communément admis que des exploitations comptant 70 à 100 vaches laitières avec le prix du lait d'aujourd'hui permettent aux agriculteurs de vivre correctement.

Les paysans, comme le nom l'indique, structurent le paysage. Et c'est ainsi qu'on pouvait lire récemment dans « Ouest-France » un reportage à Plounérin (22) commençant par ces lignes : « A l'orée du bois de Kerigonan les vaches laitières du GAEC Dafniet-Le Bonhom paissent dans un bel écrin de verdure ». Nous avons, la plupart d'entre nous, admiré, aimé ces verts pâturages qui, à l'instar de la mer par temps calme, diffusent une atmosphère de sérénité, une sensation de vie agréable.

Faut-il mettre un terme à cette réalité humaine qui permet à des familles de vivre de leur travail ? Ou bien au nom de la recherche de profits financiers, faut-il accepter que ces paysans deviennent des chômeurs et que le monde rural soit sacrifié d'un même élan avec l'écologie et les familles ?

L'actualité nous invite à cette réflexion.

Dans la Somme une lutte est en cours. La Confédération paysanne et la population locale s'opposent au projet d'un financier de créer une étable de 1 000 vaches qui seraient nourries à l'auge et ne verraient jamais de pâturages. Le calcul paraît osé. Le CEDAPA (Centre d'Études pour un Développement Agricole Plus Autonome) a calculé qu'il coûte trois fois plus cher de nourrir une vache à l'auge que de la nourrir au pré. En ajoutant les frais de stockage et l'épandage des déjections, c'est par quatre qu'il faut multiplier le prix de revient de l'alimentation d'une vache à l'auge. Alors, quel est le calcul de ce financier ? André Pochon, le fondateur du CEDAPA l'a fait. En tenant compte du prix du lait et de la forte demande mondiale l'investisseur estime pouvoir avec une étable de 1 000 vaches obtenir un profit de 5 centimes par litre de lait, soit 400 000 € pour 8 millions de litres, CQFD.

Oui, mais le prix du lait peut baisser. C'est vrai. Et le financier peut tout simplement fermer boutique pour aller investir ailleurs. N'est-ce pas ainsi qu'a fait le financier indien Mital en

fermant l'aciérie d'Hayange. Le paysage, l'écologie, la vie des familles, ce n'est pas leur problème, seul compte le résultat financier. A ce jeu, dans le système basé sur la concurrence demeureront seulement les plus gros élevages. Le principe étant pour ces financiers, au nom de la mondialisation, terme fabriqué par eux, d'aller à la recherche des plus bas salaires. Quant au prix du lait, ce sont eux, en définitive qui le fixeront en s'assurant toujours plus de profits.

Doit-on laisser faire et peut-on faire autrement ? Le bon sens répond oui à la deuxième proposition. Il suffit de décider que la priorité absolue sera

désormais assurée à la production locale. Ce qui éviterait par exemple qu'un agriculteur hospitalisé à St Briec découvre en ouvrant la barquette de son déjeuner

qu'elle contenait du bœuf polonais ! S'agissant des cantines du département, la vice-présidente du Conseil général, Monique Le Clézio a assuré : « Nous avons l'ambition d'aller vers une alimentation de proximité avec des chartes d'engagement ». On peut très bien généraliser ces bonnes dispositions. De même qu'il est tout à fait possible de contraindre les grandes surfaces à étiqueter l'origine des viandes dans leurs plats cuisinés.

Si les agriculteurs et les consommateurs font cause commune et que les élus prennent les initiatives souhaitables, il est tout à fait concevable d'assurer l'avenir d'une agriculture familiale dans un monde rural soucieux d'écologie et garant d'un paysage avenant pour tous.

Nous, Bretons d'Île de France, qui ne sommes jamais très loin de nos bases d'origine et qui apprécions tant la production locale que la verdure de nos campagnes, nous serons toujours aux côtés de ceux qui agissent en vue d'assurer une bonne production agricole et un revenu qui permette à tous de vivre dignement de leur travail



Par Jean Le Lagadec